

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lac-Beauport

Code géographique : 22040

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Labrecque, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-07-07 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Lac-Beauport et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces Normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Lac-Beauport et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Lac-Beauport inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

(déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

CPA auditeur, CMA permis de comptabilité publique no ____
140, Grande-Allée Est, bureau 200
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2014-07-07

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	8 992 956	9 457 840	9 481 872		9 481 872
Compensations tenant lieu de taxes	2	128 059	114 200	118 972		118 972
Quotes-parts	3					
Transferts	4	740 219	877 400	1 053 705		1 053 705
Services rendus	5	814 335	665 870	794 827		2 050 380
Imposition de droits	6	693 847	645 802	757 271		757 271
Amendes et pénalités	7	98 323	72 000	73 823		73 823
Intérêts	8	115 729	100 000	139 785		139 785
Autres revenus	9	118 217		110 249		110 249
	10	11 701 685	11 933 112	12 530 504		2 050 380
						14 059 567
Investissement						
Taxes	11	17 736		37 213		37 213
Quotes-parts	12					
Transferts	13	1 034 503	262 500	262 557		262 557
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14	42 582	38 000			
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	1 094 821	300 500	299 770		299 770
	18	12 796 506	12 233 612	12 830 274		2 050 380
						14 359 337
Charges						
Administration générale	19	1 435 394	1 412 430	1 611 097	92 839	1 550 682
Sécurité publique	20	1 606 888	1 607 385	1 946 724	115 163	2 061 887
Transport	21	2 458 401	2 673 430	2 648 300	554 347	3 202 647
Hygiène du milieu	22	1 842 122	1 993 745	1 860 587	306 539	2 167 126
Santé et bien-être	23	30 338	34 000	40 336		40 336
Aménagement, urbanisme et développement	24	919 790	858 930	902 684	1 115	903 799
Loisirs et culture	25	1 376 961	1 418 135	1 549 463	262 990	2 230 064
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	539 627	527 190	498 936		33 831
Amortissement des immobilisations	28	1 222 650	1 222 650	1 332 993	(1 332 993)	
	29	11 432 171	11 747 895	12 391 120		2 263 895
						14 133 698
Excédent (déficit) de l'exercice	30	1 364 335	485 717	439 154		(213 515)
						225 639

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 364 335		485 717		439 154	(213 515)	225 639
Moins: revenus d'investissement	2	(1 094 821 )	(	300 500 )	(	299 770 )	(	299 770)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	269 514		185 217		139 384	(213 515)	(74 131)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	1 222 650		1 222 650		1 332 993	25 552	1 358 545
Produit de cession	5					8 500		8 500
(Gain) perte sur cession	6	(12)				3 914		3 914
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	1 222 638		1 222 650		1 345 407	25 552	1 370 959
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9	(5 068)						
Réduction de valeur / Reclassement	10	(3)						
	11	(5 071)						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	61 695		7 500				
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 198 432 )	(	1 245 700 )	(	1 258 300 )	(	1 258 300)
	18	(1 136 737)		(1 238 200)		(1 258 300)		(1 258 300)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(99 216 )	(		(	15 600 )	(	107 307)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					62 563		62 563
Excédent de fonctionnement affecté	21							
Réserves financières et fonds réservés	22	(149 305)		(168 650)		(245 861)		(245 861)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(5 390)		(1 017)		(1 517)		(1 517)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(253 911)		(169 667)		(200 415)	(107 307)	(307 722)
	26	(173 081)		(185 217)		(113 308)	(81 755)	(195 063)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	96 433				26 076	(295 270)	(269 194)

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	1 094 821	300 500	299 770		299 770
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(44 285)	()	()	()	()
Sécurité publique	3	(133 560)	(75 000)	(73 330)	()	(73 330)
Transport	4	(1 097 643)	(2 053 000)	(1 327 560)	()	(1 327 560)
Hygiène du milieu	5	(292 934)	(4 865 000)	(721 911)	()	(721 911)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(5 573)	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(2 563 904)	(352 800)	(209 603)	(107 307)	(316 910)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(4 137 899)	(7 345 800)	(2 332 404)	(107 307)	(2 439 711)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	575 000	6 067 500	652 300		652 300
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	99 216		15 600	107 307	122 907
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15			10 000		10 000
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	367 666	1 015 800	275 699		275 699
	18	466 882	1 015 800	301 299	107 307	408 606
	19	(3 096 017)	(262 500)	(1 378 805)		(1 378 805)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 001 196)	38 000	(1 079 035)		(1 079 035)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalizations 2012	Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 364 335	485 717	439 154	(213 515)	225 639
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	4 137 899 ) (	7 345 800 ) (	2 332 404 ) (	107 307 ) (	2 439 711)
Produit de cession	3			8 500		8 500
Amortissement	4	1 222 650	1 222 650	1 332 993	25 552	1 358 545
(Gain) perte sur cession	5	(12)		3 914		3 914
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(2 915 261)	(6 123 150)	(986 997)	(81 755)	(1 068 752)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(5 069)				
Variation des stocks de fournitures	9	(7 100)		7 100	(5 836)	1 264
Variation des autres actifs non financiers	10	25 828			17 705	17 705
	11	13 659		7 100	11 869	18 969
	12	(1 537 267)	(5 637 433)	(540 743)	(283 401)	(824 144)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 537 267)	(5 637 433)	(540 743)	(283 401)	(824 144)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(13 061 837)		(14 868 926)	(429 690)	(15 298 616)
Redressement aux exercices antérieurs	16	(269 822)		19 153		19 153
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(13 331 659)		(14 849 773)	(429 690)	(15 279 463)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(14 868 926)		(15 390 516)	(713 091)	(16 103 607)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		<u>2012</u>		<u>2013</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	175 855	1 100	62 784	63 884
Placements temporaires	2	68 585	98 585		98 585
Débiteurs (note 5)	3	2 752 867	2 960 916	66 286	2 664 469
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	2 997 307	3 060 601	129 070	2 826 938
PASSIFS					
Découvert bancaire	10		93 726	57 200	150 926
Emprunts temporaires (note 10)	11		1 500 000		1 500 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	2 733 705	2 391 939	453 783	2 691 057
Revenus reportés (note 12)	13	131 156	66 953	108 110	175 063
Dette à long terme (note 13)	14	15 001 372	14 398 499	223 068	14 413 499
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	17 866 233	18 451 117	842 161	18 930 545
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(14 868 926)	(15 390 516)	(713 091)	(16 103 607)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	29 159 325	30 158 736	166 844	30 325 580
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	7 100		10 960	10 960
Autres actifs non financiers (note 17)	21			20 642	20 642
	22	29 166 425	30 158 736	198 446	30 357 182
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	146 938	100 451	(570 869)	(470 418)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	441 316	411 478		411 478
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(13 883)	(15 400)		(15 400)
Financement des investissements en cours	26	(369 725)	(1 448 760)		(1 448 760)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	14 065 087	15 689 651	56 224	15 745 875
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	14 297 499	14 768 220	(514 645)	14 253 575

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 364 335	439 154	(213 515)	225 639
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	1 222 650	1 332 993	25 552	1 358 545
Autres					
- Perte sur disposition	3	(12)	3 914		3 914
-	4				
	5	2 586 973	1 776 061	(187 963)	1 588 098
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(19 075)	(188 896)	6 670	(67 047)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	1 181 851	(341 766)	226 335	(153 542)
Revenus reportés	9	(54 032)	(64 202)	(31 745)	(95 947)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(7 100)	7 100	(5 836)	1 264
Autres actifs non financiers	13	25 828		17 705	17 705
	14	3 714 445	1 188 297	25 166	1 290 531
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	4 137 900 ) (	2 332 404 ) (	107 307 ) (	2 439 711)
Produit de cession	16		8 500		8 500
	17	(4 137 900)	(2 323 904)	(107 307)	(2 431 211)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20	(5 068)			
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(5 068)			
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	655 000	652 300	155 068	667 300
Remboursement de la dette à long terme	24 (	1 238 833 ) (	1 300 200 ) (	63 000 ) (	1 300 200)
Variation nette des emprunts temporaires	25		1 500 000		1 500 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	20 032	45 026		45 026
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(563 801)	897 126	92 068	912 126
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(992 324)	(238 481)	9 927	(228 554)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 236 764	244 440	(4 343)	240 097
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	244 440	5 959	5 584	11 543

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	2 588 638	2 611 490	2 776 980	1 204 305	3 981 285
Charges sociales	2	531 968	583 440	574 890	160 854	735 744
Biens et services	3	5 867 724	5 951 275	6 291 071	839 353	6 609 107
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	528 864	520 210	484 483	33 831	518 314
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	8 932	6 980	12 624		12 624
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	1 831		1 829		1 829
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	681 564	683 920	618 513		618 513
Autres	10		1 500			
Autres organismes	11		89 100	297 737		297 737
Amortissement des immobilisations	12	1 222 650	1 222 650	1 332 993	25 552	1 358 545
Autres						
-	13		77 330			
-	14					
-	15					
	16	11 432 171	11 747 895	12 391 120	2 263 895	14 133 698

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations	
		2013	2012
Revenus			
Taxes	1	9 519 085	9 010 692
Compensations tenant lieu de taxes	2	118 972	128 059
Quotes-parts	3		
Transferts	4	1 316 262	1 774 722
Services rendus	5	2 323 890	2 235 297
Imposition de droits	6	757 271	693 847
Amendes et pénalités	7	73 823	98 323
Intérêts	8	139 785	115 729
Autres revenus	9	110 249	160 799
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	14 359 337	14 217 468
Charges			
Administration générale	12	1 550 682	1 524 562
Sécurité publique	13	2 061 887	1 719 488
Transport	14	3 202 647	2 982 759
Hygiène du milieu	15	2 167 126	2 133 443
Santé et bien-être	16	40 336	30 338
Aménagement, urbanisme et développement	17	903 799	919 790
Loisirs et culture	18	3 674 454	3 268 577
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	532 767	561 942
	21	14 133 698	13 140 899
Excédent (déficit) de l'exercice	22	225 639	1 076 569
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	14 503 525	13 189 622
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24	(475 589)	(269 821)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	14 027 936	12 919 801
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	14 253 575	13 996 370

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations	
		2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	225 639	1 076 569
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(2 439 711)	(4 173 819)
Produit de cession	3	8 500	998
Amortissement	4	1 358 545	1 240 578
(Gain) perte sur cession	5	3 914	(12)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(1 068 752)	(2 932 255)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(5 069)
Variation des stocks de fournitures	9	1 264	(12 224)
Variation des autres actifs non financiers	10	17 705	14 641
	11	18 969	(2 652)
	12	(824 144)	(1 858 338)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(824 144)	(1 858 338)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(15 298 616)	(13 139 529)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	19 153	(300 749)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(15 279 463)	(13 440 278)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(16 103 607)	(15 298 616)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	63 884	208 087
Placements temporaires	2	98 585	68 585
Débiteurs (note 5)	3	2 664 469	2 578 269
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	2 826 938	2 854 941
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	150 926	36 575
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 500 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	2 691 057	2 844 599
Revenus reportés (note 12)	13	175 063	271 011
Dette à long terme (note 13)	14	14 413 499	15 001 372
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	18 930 545	18 153 557
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(16 103 607)	(15 298 616)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	30 325 580	29 244 414
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	10 960	12 224
Autres actifs non financiers (note 17)	21	20 642	38 348
	22	30 357 182	29 294 986
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	14 253 575	13 996 370

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	225 639	1 076 569
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 358 545	1 240 578
Autres			
- Perte sur disposition	3	3 914	
-	4		
	5	1 588 098	2 317 147
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(67 047)	266 981
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(153 542)	1 190 080
Revenus reportés	9	(95 947)	30 851
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	1 264	(12 224)
Autres actifs non financiers	13	17 705	14 641
	14	1 290 531	3 807 476
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 439 711)	(4 173 819)
Produit de cession	16	8 500	998
	17	(2 431 211)	(4 172 821)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		(5 080)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		(5 080)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	667 300	655 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 300 200)	(1 288 833)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 500 000	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	45 026	20 031
Autres			
-	27		
-	28		
	29	912 126	(613 802)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(228 554)	(984 227)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	240 097	1 224 324
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	11 543	240 097

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Lac-Beauport est un organisme municipal constitué en vertu du Code municipal du Québec (LRQ. c. C-27.1).

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S19-1 et S19-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S21.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

L'ensemble des éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers de la municipalité.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Municipalité. Ils incluent également les actifs, passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable, soit le Centre de plein air Lasallien inc. et Les Sentiers du Moulin - Lac-Beauport.

La municipalité de Lac-Beauport fait partie de la MRC de La Jacques-Cartier et de la Communauté métropolitaine de Québec. La municipalité doit acquitter ses quote-parts des dépenses relatives à ces deux organismes selon son niveau de richesse foncière et doit aussi absorber ses quote-parts des dettes contractées par ces deux organismes.

1) MRC de La Jacques-Cartier :

Description du mandat et relation avec la Municipalité : Municipalité régionale dont fait partie la Municipalité locale de Lac-Beauport. Les services offerts sont, de façon non limitative, associés à l'évaluation foncière, la géomatique, l'aménagement du territoire, la culture et le patrimoine, le développement économique, la sécurité publique, le schéma de couverture de risque (protection incendie) et la vente d'immeubles en justice.

Description des opérations et valeur des transactions réalisées avec l'organisme :

La municipalité verse différentes quotes-parts à la MRC pour les services offerts soit :

Urbanisme :	197 168 \$
Évaluation :	110 240 \$
CLD :	67 384 \$
Patrimoine :	31 572 \$
Protection publique:	15 738 \$

Plan de gestion des matières résiduelles: 12 882 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Transport adapté:	14 148 \$
Transport collectif:	49 019 \$

Dette attribuable à la Municipalité : 206 278 \$ (226 738 \$ en 2012).

Valeur de l'avoir de l'organisme (actif net) attribuable à la Municipalité : 318 937 \$ (213 907\$ en 2012).

2) Communauté métropolitaine de Québec (CMQ):

La CMQ a pour mandat d'intervenir dans l'aménagement du territoire, le développement économique et la planification de la gestion des matières résiduelles. En 2013, la municipalité a versé les quote-parts suivantes:

Gestion du territoire:	38 347 \$
Plan de gestion des matières résiduelles:	1 836 \$

La CMQ n'a aucune dette.

3) Ville de Québec

La ville de Québec a pour mandat de gérer l'épuration des eaux usées de la municipalité de Lac-Beauport par le biais d'une entente contractuelle. En 2013, la municipalité a versé à la ville de Québec une quote-part de 57 705 \$ (55 525 \$ en 2012).

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, conformément aux normes comptables, la direction de la Municipalité de Lac-Beauport doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu, que le montant est connu et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

des contraventions;

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Le stock de fourniture est de 10 960 \$ au 31 décembre 2013. Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti ou du coût propre.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de part leur nature, sont employées normalement pour fournir des services futurs.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 ans
Machineries lourdes	10 et 20 ans
Ameublement de bureau	10 ans
Machinerie et outillage	10 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et ses services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
 - Application des recommandations du chapitre SP3410, "Paievements de transfert", traitant de la comptabilisation des paiements de transfert.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Placements et prêts

Les placements temporaires, constitués de dépôts à terme et autres titres, sont présentés au coût ou à la juste valeur, selon le moins élevé des deux.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

Paievement de transfert

Le conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des paiements de transfert, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Le 1er janvier 2013, la Municipalité a adopté rétrospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP3410, "Paielements de transfert", traitant de la comptabilisation des paiements de transfert. Le chapitre SP3410 exige que les transferts soient comptabilisés comme charges et revenus, selon le cas, lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont respectés, sauf lorsque le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif pour le bénéficiaire. Les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ont été retraités conformément aux dispositions de ce nouveau chapitre.

L'adoption de ces nouvelles recommandations a eu les incidences suivantes sur les résultats et la situation financière de la municipalité aux 31 décembre 2013 et 2012 et pour les exercices terminés à ces dates :

2012

-Excédent (déficit) de l'exercice	237 334 \$
-Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	269 821 \$
-Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	507 155 \$
-Actifs nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	269 821 \$
-Actifs nets redressés (dette nette redressée) à la fin de l'exercice	507 155 \$
-Débiteurs	507 155 \$

2013

-Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	507 155 \$
-Actifs nets redressés (dette nette redressée) à la fin de l'exercice	507 155 \$

Recettes fiscales

Le CCSP a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des recettes fiscales, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ainsi, le 1er janvier 2013, la municipalité a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3510 exige que les recettes fiscales soient comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles répondent à la définition d'un actif, qu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les résultats et la situation financière de la Municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	63 884	208 087
Placements temporaires	2	98 585	65 585
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	564 639	483 125
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 425 063	1 161 595
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	285 971	123 114
Organismes municipaux	8		
Autres			
-	9	388 796	810 435
-	10		
	11	2 664 469	2 578 269
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		21 791
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		21 791
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 187 444	162 567
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 19 400	20 732
	33 206 844	183 299

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
La Municipalité a une marge de crédit autorisée de 1,5M\$ au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins. Au 31 décembre 2013, la municipalité utilisait 100% de la marge de crédit soit 1,5M\$		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 1 767 056	1 979 854
Salaires et avantages sociaux	38 246 769	386 956
Dépôts et retenues de garantie	39 329 505	284 089
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
-	42 347 727	193 700
-	43	
-	44	
-	45	
-	46	
	47 2 691 057	2 844 599

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<hr/>			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	6 004	4 537
Transferts	49	23 703	46 599
Autres			
-	50	21 650	40 839
-	51	123 706	179 036
	52	175 063	271 011
<hr/>			

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,46	3,78	2014	2018	53	14 481 903	15 114 803
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	14 481 903	15 114 803
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(68 404)	(113 431)
					63	14 413 499	15 001 372

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2013</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2014	64	72	7 093 503	80	89	97	7 093 503
2015	65	73	1 336 600	81	90	98	1 336 600
2016	66	74	3 712 500	82	91	99	3 712 500
2017	67	75	1 470 800	83	92	100	1 470 800
2018	68	76	868 500	84	93	101	868 500
2019 et +	69	77		85	94	102	
	70	78	14 481 903	86	95	103	14 481 903
Intérêts et frais accessoires				87		104	
	71	79	14 481 903	88	96	105	14 481 903

Note

		2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	14 392 572	14 013 907
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	1 425 063	1 161 595
Autres	108	285 971	123 114
	109	16 103 606	15 298 616

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	110	4 667 253	138	348 942	165
Eaux usées	111	4 698 125	139	336 120	166
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	16 149 898	140	1 246 918	167
Autres	113	2 921 983	141	53 473	168
Réseau d'électricité	114				169
Bâtiments	115	10 371 672	143	267 356	170
Améliorations locatives	116				171
Véhicules	117	943 626	145	71 480	172
Ameublement et équipement de bureau	118	694 133	146		173
Machinerie, outillage et équipement divers	119	2 703 138	147	105 422	174
Terrains	120	2 519 708	148	10 000	175
Autres	121		149		176
	122	<u>45 669 536</u>	150	<u>2 439 711</u>	177
Immobilisations en cours	123		151		178
	124	<u>45 669 536</u>	152	<u>2 439 711</u>	179
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	125	1 672 675	153	116 682	180
Eaux usées	126	2 544 535	154	117 451	181
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	6 598 355	155	395 481	182
Autres	128	1 317 259	156	125 291	183
Réseau d'électricité	129				184
Bâtiments	130	1 850 778	158	267 563	185
Améliorations locatives	131				186
Véhicules	132	508 597	160	90 050	187
Ameublement et équipement de bureau	133	513 427	161	47 215	188
Machinerie, outillage et équipement divers	134	1 419 496	162	198 812	189
Autres	135		163		190
	136	<u>16 425 122</u>	164	<u>1 358 545</u>	191
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>29 244 414</u>			219
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	220		223		225
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226
Valeur comptable nette	222				227
					228
					229

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236		
Frais reportés			
-	237	20 642	26 243
-	238		12 105
	239	20 642	38 348

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée en vertu de contrats échéant à différentes dates jusqu'en 2018, à verser une somme totale de 3 095 208 \$. De ce montant, 2 247 290 \$ a trait au contrat de déneigement des chemins, 522 780 \$ a trait au contrat de vidange des fosses septiques. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les cinq prochains exercices s'élevaient à :

2014	2015	2016	2017	2018
2 038 872 \$	1 045 299 \$	8 278 \$	2 759 \$	0 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Au 31 décembre 2013, une poursuite est en cours contre la Municipalité de Lac-Beauport. En 2005, une requête a été instituée par Corporation Cape Investissement dans le cadre de la construction d'un bâtiment d'entreposage. La municipalité négocie avec le requérant. Le dossier est inactif.

De plus, la Municipalité fait présentement l'objet de poursuites pour un montant d'environ 100 000\$. Étant donné que ces poursuites sont à des étapes préliminaires et qu'il n'est

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

pas possible d'en déterminer l'issue, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

Finalement, la municipalité fait aussi l'objet de quelques poursuites pour un montant d'environ 160 000\$. La direction est d'avis que ces poursuites sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

23. Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est établi à 700 000 \$. Le remboursement en capital à effectuer au cours des dix prochains exercices se fera à même les activités financières de fonctionnement.

24. Placements temporaires

Les placements temporaires sont composés de dépôts à terme portant intérêts à des taux variant de 1,0 % à 3,2 %, échéant à différentes dates jusqu'en 2018

25. Risques environnementaux**Risques environnementaux**

Les opérations de la municipalité sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, sont échéances ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance des dirigeants, la municipalité opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception du coût de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 (470 418)	(200 098)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 411 478	441 316
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ((15 400) ) (	(13 883))
Financement des investissements en cours	4 (1 448 760)	(369 725)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 15 745 875	14 110 994
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 14 253 575	13 996 370

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17		

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18		
-	19		
-	20		
	21		

Réserves financières

-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27		

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	140 176	110 525
Fonds parcs et terrains de jeux	29	130 868	169 829
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	139 424	159 952
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
-	34	1 010	1 010
-	35		
-	36		
-	37		
	38	411 478	441 316
	39	411 478	441 316

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	1 017)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	47 () ()	()
-	48 ((15 400)) ()	(14 900))
-	49 () ()	()
	50 ((15 400)) ()	(13 883))
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
	51 () ()	()
	52 ((15 400)) ()	(13 883))
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 257 933	327 081
Investissements à financer	54 (1 706 693) ()	696 806)
	55 (1 448 760)	(369 725)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 30 325 580	29 244 414
Propriétés destinées à la revente	57	
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 30 325 580	29 244 414
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 14 413 499	15 001 372
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 68 404	113 431
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 () ()	21 791)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 ((97 802)) ()	(40 408))
	66 14 579 705	15 133 420
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 14 579 705	15 133 420
	69 15 745 875	14 110 994

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	() ()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Il s'agit d'un régime de retraite simplifié à cotisations déterminées offert aux employés réguliers. L'employeur cotise selon le même pourcentage que l'employé jusqu'à un maximum de 9 %. L'employé peut ajouter des cotisations dites additionnelles.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 187 444	162 567

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95	5 133	5 550
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	17 297	18 703
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	2 103	2 029
98	19 400	20 732

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale

Dettes à long terme	1	14 481 903
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 706 693
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	139 424
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	257 933
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	15 791 239
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	15 791 239
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	206 278
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	15 997 517
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	15 997 517
---	----	------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2013	2013	2013	2012	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	4 224 700	4 208 047	4 208 047	3 843 570
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	175 000	176 944	176 944	193 473
Activités de fonctionnement	3	1 666 000	1 684 736	1 684 736	1 761 008
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	4 350	4 580	4 580	4 379
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres					
	8				
	9	6 070 050	6 074 307	6 074 307	5 802 430
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	332 700	327 657	327 657	299 059
Égout	11	180 000	183 106	183 106	191 648
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	728 600	708 760	708 760	613 696
Autres					
-Éclairage public	14	16 320	16 320	16 320	1 384 966
-Déneigement	15	1 388 500	1 425 171	1 425 171	13 141
-Fosses septiques	16	232 000	233 354	233 354	200 252
Centres d'urgence 9-1-1	17	30 000	28 000	28 000	25 000
Service de la dette	18	468 670	470 127	470 127	459 021
Activités de fonctionnement	19	11 000	15 070	15 070	3 743
Activités d'investissement	20		37 213	37 213	17 736
	21	3 387 790	3 444 778	3 444 778	3 208 262
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	3 387 790	3 444 778	3 444 778	3 208 262
	26	9 457 840	9 519 085	9 519 085	9 010 692

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	50 335	50 507	54 937
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	3 165	3 632	2 509
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	53 500	54 139	57 446
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	12 000	11 266	18 976
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	40 000	44 606	39 781
	35	52 000	55 872	58 757
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	105 500	110 011	116 203
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	8 700	8 961	11 856
	50	8 700	8 961	11 856
	51	114 200	118 972	128 059

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55	115 000	115 000	
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	27 400	17 678	13 936
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	252 700	273 000	241 039
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		1 422	1 386
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	7 000	24 240	38 197
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	42 900	49 496	22 198
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	330 000	480 836	316 756

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			6 545
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	262 500	288 069	749 397
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	(25 512)	(25 512)	311 766
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	262 500	262 557	1 067 708

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	547 400	572 869	572 869
Programme d'aide financière aux MRC	136			390 258
Autres	137			
	138	547 400	572 869	572 869
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 139 900	1 316 262	1 316 262
				1 774 722

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	5 300	7 671	7 671
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	5 300	7 671	7 671
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	236 800	206 769	
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	236 800	206 769	
Réseau d'électricité	180			
	181	242 100	214 440	7 671

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2013	2013	2013	2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	15 000	15 949	12 391
Sécurité publique	183		1 154	13 351
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	10 000	87 378	121 232
Hygiène du milieu	190	3 200	27 180	4 169
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192		20 040	112 527
Loisirs et culture	193	395 570	428 686	1 971 627
Réseau d'électricité	194			
	195	423 770	580 387	2 235 297
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	665 870	794 827	2 323 890
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	74 950	109 178	66 784
Droits de mutation immobilière	198	570 852	648 093	627 063
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	645 802	757 271	693 847
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	72 000	73 823	98 323
INTÉRÊTS	203	100 000	139 785	115 729
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(3 914)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			5 080
Gain (perte) sur cession de placements	206			12
Contributions des promoteurs	207	38 000	114 163	155 707
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210			
	211	38 000	110 249	160 799

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	202 400	193 730		193 730	193 730	192 812
Application de la loi	2	143 000	186 216		186 216	186 216	182 868
Gestion financière et administrative	3	556 750	552 403	92 839	645 242	645 242	628 227
Greffe	4	169 100	239 394		239 394	239 394	133 744
Évaluation	5	118 200	111 678		111 678	111 678	179 570
Gestion du personnel	6	62 680	87 681		87 681	87 681	53 891
Autres	7	160 300	239 995		239 995	86 741	153 450
	8	1 412 430	1 611 097	92 839	1 703 936	1 550 682	1 524 562
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 121 705	1 135 385		1 135 385	1 135 385	1 136 130
Sécurité incendie	10	421 470	531 293	105 020	636 313	636 313	524 912
Sécurité civile	11	23 760	237 903		237 903	237 903	25 204
Autres	12	40 450	42 143	10 143	52 286	52 286	33 242
	13	1 607 385	1 946 724	115 163	2 061 887	2 061 887	1 719 488
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 115 050	1 010 717	537 294	1 548 011	1 548 011	1 452 794
Enlèvement de la neige	15	1 388 100	1 482 919	7 101	1 490 020	1 490 020	1 375 147
Éclairage des rues	16	49 320	40 912	9 952	50 864	50 864	52 994
Circulation et stationnement	17	57 790	50 585		50 585	50 585	52 632
Transport collectif							
Transport en commun	18	63 170	63 167		63 167	63 167	49 192
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 673 430	2 648 300	554 347	3 202 647	3 202 647	2 982 759

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	156 650	168 998	6 339	175 337	175 337	198 148
Réseau de distribution de l'eau potable	24	156 350	190 609	158 508	349 117	349 117	334 280
Traitement des eaux usées	25	71 000	68 930		68 930	68 930	62 000
Réseaux d'égout	26	117 800	86 028	123 551	209 579	209 579	287 064
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	197 000	172 838		172 838	172 838	174 968
Élimination	28	201 000	151 066		151 066	151 066	182 044
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	182 700	165 119	17 157	182 276	182 276	184 730
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	223 350	212 843		212 843	212 843	161 535
Traitement	32	65 000	51 990		51 990	51 990	31 655
Matériaux secs	33	63 360	37 039		37 039	37 039	43 230
Autres	34		3 242		3 242	3 242	
Plan de gestion	35	14 730	14 718		14 718	14 718	14 014
Autres	36	24 830	22 455		22 455	22 455	17 558
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	288 025	276 983	984	277 967	277 967	243 872
Autres	39	231 950	237 729		237 729	237 729	198 345
	40	1 993 745	1 860 587	306 539	2 167 126	2 167 126	2 133 443
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	10 000	16 471		16 471	16 471	6 446
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	24 000	23 865		23 865	23 865	23 892
	44	34 000	40 336		40 336	40 336	30 338
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	686 280	736 585	1 115	737 700	737 700	765 299
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	36 580	31 572		31 572	31 572	28 502
Autres biens	47		1 000		1 000	1 000	
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	106 030	106 181		106 181	106 181	96 179
Tourisme	49	30 040	27 346		27 346	27 346	29 810
Autres	50						
Autres	51						
	52	858 930	902 684	1 115	903 799	903 799	919 790

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	124 660	100 219	99 468	199 687	176 191
Patinoires intérieures et extérieures	54	146 960	187 142	9 537	196 679	205 097
Piscines, plages et ports de plaisance	55	133 200	139 774	12 360	152 134	135 397
Parcs et terrains de jeux	56	247 595	300 123	68 036	368 159	1 976 715
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	284 300	314 551	52 988	367 539	338 305
	60	936 715	1 041 809	242 389	1 284 198	2 831 705
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	145 930	171 795	18 439	190 234	124 684
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	335 490	335 859	2 162	338 021	312 188
	66	481 420	507 654	20 601	528 255	436 872
	67	1 418 135	1 549 463	262 990	1 812 453	3 268 577
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	527 190	497 107		497 107	539 262
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		1 829		1 829	22 680
	73	527 190	498 936		498 936	561 942
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	1 222 650	1 332 993	(1 332 993)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Municipalité de Lac-Beauport (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

CPA auditeur, CMA permis de comptabilité publique no _____
140, Grande-Allée Est, bureau 200
Québec (Québec) G1R 5P7

DATE 2014-07-07

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>9 519 085</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>9 519 085</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	9 519 085
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>9 519 085</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	360 046		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	28 000		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>388 046</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>9 131 039</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>1 125 752 980</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>1 148 332 080</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 137 042 530</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>9 131 039</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 137 042 530</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	[] [] [] , [8] [0] [3] [1] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 400 000	348 942	109 514
Usines de traitement de l'eau potable	2	30 000		
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	2 435 000	336 120	51 142
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 970 000	1 246 918	1 052 434
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	38 000	37 213	17 736
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	127 800	16 260	180 674
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	225 000	184 639	1 906 466
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	75 000	71 480	5 573
Ameublement et équipement de bureau	18			49 848
Machinerie, outillage et équipement divers	19	45 000	80 832	329 232
Terrains	20		10 000	471 200
Autres	21			
	22	7 345 800	2 332 404	4 173 819

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			109 514
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			19 468
Autres infrastructures	27		1 300 391	1 250 844
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		348 942	348 942
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		336 120	31 674
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		346 951	2 762 319
	34		2 332 404	4 173 819

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	15 114 803	667 300	1 300 200	14 481 903
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	15 114 803	667 300	1 300 200	14 481 903
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	159 952		20 528	139 424
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	3 213 955	69 800	408 270	2 875 485
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	11 520 395	172 500	814 602	10 878 293
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	14 894 302	242 300	1 243 400	13 893 202
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	21 791		21 791	
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	21 791		21 791	
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	21 791		21 791	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24	198 710	425 000	35 009	588 701
	25	220 501	425 000	56 800	588 701
	26	15 114 803	667 300	1 300 200	14 481 903
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	15 114 803	667 300	1 300 200	14 481 903

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale					
Application de la loi	1	50 000	1 220	1 220	47 730
Évaluation	2	116 900	110 240	110 240	178 206
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6	15 740	15 738	15 738	15 904
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	63 170	63 167	63 167	49 193
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	63 000	51 231	51 231	62 000
Matières résiduelles	12	14 730	14 718	14 718	14 014
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	222 770	224 896	224 896	179 199
Rénovation urbaine	19	31 580	31 572	31 572	28 502
Promotion et développement économique	20	106 030	105 731	105 731	96 179
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				7 400
Activités culturelles	23				3 237
Réseau d'électricité	24				
	25	683 920	618 513	618 513	681 564

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	8,00	35,00	492 365	111 418	603 783
Professionnels	2					
Cols blancs	3	23,00	35,00	1 031 991	233 530	1 265 521
Cols bleus	4	11,00	40,00	843 073	160 667	1 003 740
Policiers	5					
Pompiers	6	3,00	35,00	299 436	46 939	346 375
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	45,00		2 666 865	552 554	3 219 419
Élus	9	7,00		137 715	25 668	163 383
	10	52,00		2 804 580	578 222	3 382 802

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	1 053 705	125 926	136 631	1 316 262
	17	1 053 705	125 926	136 631	1 316 262

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	186 216	27		53	186 216	79		105	186 216	131
Évaluation	2	111 678	28		54	111 678	80		106	111 678	132
Autres	3	1 313 203	29	92 839	55	1 406 042	81	15 949	107	1 390 093	133
	4	1 611 097	30	92 839	56	1 703 936	82	15 949	108	1 687 987	134
Sécurité publique											
Police	5	1 135 385	31		57	1 135 385	83		109	1 135 385	135
Sécurité incendie	6	531 293	32	105 020	58	636 313	84	1 154	110	635 159	136
Sécurité civile	7	237 903	33		59	237 903	85		111	237 903	137
Autres	8	42 143	34	10 143	60	52 286	86		112	52 286	138
	9	1 946 724	35	115 163	61	2 061 887	87	1 154	113	2 060 733	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 010 717	36	537 294	62	1 548 011	88	87 378	114	1 460 633	140
Enlèvement de la neige	11	1 482 919	37	7 101	63	1 490 020	89		115	1 490 020	141
Autres	12	91 497	38	9 952	64	101 449	90		116	101 449	142
Transport collectif	13	63 167	39		65	63 167	91		117	63 167	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	2 648 300	41	554 347	67	3 202 647	93	87 378	119	3 115 269	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	168 998	42	6 339	68	175 337	94		120	175 337	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	190 609	43	158 508	69	349 117	95	27 095	121	322 022	147
Traitement des eaux usées	18	68 930	44		70	68 930	96		122	68 930	148
Réseaux d'égout	19	86 028	45	123 551	71	209 579	97		123	209 579	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	323 904	46		72	323 904	98	7 671	124	316 233	150
Matières recyclables	21	470 233	47	17 157	73	487 390	99	85	125	487 305	151
Autres	22	37 173	48		74	37 173	100		126	37 173	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	276 983	50	984	76	277 967	102		128	277 967	154
Autres	25	237 729	51		77	237 729	103		129	237 729	155
	26	1 860 587	52	306 539	78	2 167 126	104	34 851	130	2 132 275	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	16 471	172		187	16 471	202		217		16 471	232 29 628
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159	23 865	174		189	23 865	204		219		23 865	234
	160	40 336	175		190	40 336	205		220		40 336	235 29 628
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	736 585	176	1 115	191	737 700	206	22 040	221		715 660	236 936
Rénovation urbaine	162	32 572	177		192	32 572	207		222		32 572	237
Promotion et développement économique	163	133 527	178		193	133 527	208		223		133 527	238
Autres	164		179		194		209		224			239
	165	902 684	180	1 115	195	903 799	210	22 040	225		881 759	240 936
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 041 809	181	242 389	196	1 284 198	211	467 710	226		816 488	241 169 123
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	171 795	182	18 439	197	190 234	212	3 305	227		186 929	242 3 002
Autres	168	335 859	183	2 162	198	338 021	213	162 440	228		175 581	243
	169	1 549 463	184	262 990	199	1 812 453	214	633 455	229		1 178 998	244 172 125
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245
	171	10 559 191	186	1 332 993	201	11 892 184	216	794 827	231		11 097 357	246 498 936

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013***Non audité*

		2013	2012
Rémunération	1	27 600	
Charges sociales	2	3 332	
Biens et services	3	2 301 472	4 137 899
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 332 404	4 137 899

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Solde au début de l'exercice	146 938	250 505
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement		
Solde redressé au début de l'exercice	146 938	250 505
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26 076	96 433
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	(62 563)	
Activités d'investissement	(10 000)	
Excédent de fonctionnement affecté		
Réserves financières et fonds réservés		(200 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Financement des investissements en cours		
	(46 487)	(103 567)
Solde à la fin de l'exercice	100 451	146 938
Excédent de fonctionnement affecté		
Solde au début de l'exercice		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement		
Solde redressé au début de l'exercice		
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Activités d'investissement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Financement des investissements en cours		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde à la fin de l'exercice		
Réserves financières et fonds réservés		
Solde au début de l'exercice	441 316	459 677
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement		
Solde redressé au début de l'exercice	441 316	459 677
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	245 861	149 305
Activités d'investissement	(275 699)	(367 666)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		200 000
Financement des investissements en cours		
	(29 838)	(18 361)
Solde à la fin de l'exercice	411 478	441 316

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(13 883)	(5 807)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(13 883)	(5 807)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	40	(14 900)	(14 900)
	41	(14 900)	(14 900)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	()	()
	43	(14 900)	(14 900)
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	16 417	4 790
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46	16 417	4 790
Solde à la fin de l'exercice	47	(15 400)	(13 883)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(369 725)	1 684 280
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		(52 809)
Solde redressé au début de l'exercice	50	(369 725)	1 631 471
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	(1 079 035)	(2 001 196)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54		
	55	(1 079 035)	(2 001 196)
Solde à la fin de l'exercice	56	(1 448 760)	(369 725)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	14 065 087	10 819 410
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		(198 706)
Solde redressé au début de l'exercice	59	14 065 087	10 620 704
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	1 624 564	3 444 383
Solde à la fin de l'exercice	63	15 689 651	14 065 087

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>700 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>700 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>700 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	159 952 9	10	(20 528) 11	12	13	14	139 424
	15	159 952 16	17	(20 528) 18	19	20	21	139 424

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 3 □ 3 □ 5 □ 5 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 3 □ 3 □ 5 □ 5 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 8 □ 3 □ 3 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 6 □ 7 □ 1 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 0 □ 1 □ 5 □ 5 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ 0 , □ 1 □ 4 □ 7 □ 6 \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	2 | 5 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 4 | 3 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	2 | 1 | 0 | , | 0 | 0 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
déneigement	440,0000	4	
Compensation -immeubles non imposables	,3355	1	
entretien aqueduc -place d'affaire		4	312\$ à 11 147\$
entretien aqueduc -non résidentiel	62,0000	4	
Dettes -réseau aqueduc	222,0000	4	
Dettes -réseau aqueduc -pl. d'affaire		4	34\$ à 10 975\$
Dettes réseau sanitaire	,0010	1	
Entretien réseau sanitaire -pl. d'affaire		4	180\$ à 6 569\$
Entret. réseau sanitaire -n.résidentiel	37,0000	4	
Mat. résiduelle pl. d'affaire		4	270\$ à 10 960\$
Mat. résiduelle -non résidentiel	60,0000	4	
Mat. résiduelle -cont. communs	190,0000	4	
Éclairage public	60,0000	4	
CTL dermatite	30,0000	4	
CTL dermatite	110,0000	4	
Vignette de stationnement	103,0000	4	
Vidange des fosses septiques	90,0000	4	
Vidange des oxyvars	170,0000	4	
Sect. règl. 454 Montagnard		4	220
Sect. règl. 99-0400-06 Orée Chaum.		4	810
Sect. règl. 2-110 Vallée		4	500
Sect. règl. 7-170 Grillons		4	350
Sect. règl. 2-111 Barrage		4	41
Sect. règl. 3-120 Canton A		4	215
Sect. règl. 3-120 Canton B		4	240
Sect. règl. 4-131 1s. Brulé Fenière		4	137
Sect. règl. 4-131 2s. Brulé Fenière		4	274
Sect. règl. 4-135 Tournée		4	145
Sect. règl. 4-136 Éperon		4	318
Sect. règl. 5-143 Fenière		4	370

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Sect. règl. 5-144 Godendard		4	458
Sect. règl. 5-146 Sous-bois		4	521
Sect. règl. 5-147 Lac-Tourbillon		4	565
Sect. règl. 7-169 Godendard Herminette		4	610
Sect. règl. 9-201 Terrasse Domaine		4	144
Sect. règl. 9-189 Montagnard		4	640
Sect. règl. 605 Cervin		4	191

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____ 200	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 65, chemin du Tour-du-Lac
(no) (rue)
Lac-Beauport G3B 0A1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 849-7141
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jblais@lacbeauport.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Richard Labrecque

Téléphone (418) 849-7141
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rlabrecque@lacbeauport.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton

Titre Société comptables professionnels agréés

Adresse 140, Grande-Allée Est. bureau 200
(no) (rue)
Québec G1R 5P7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 835-3965
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 835-3975
(ind. rég.) (numéro)

Courriel boucher.alain@rcgt.com

Responsable du dossier Alain Boucher

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Richard Labrecque , atteste que le rapport financier consolidé de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-07-07 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lac-Beauport consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Lac-Beauport détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 225 639 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de ,8031 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-06-18 15:03:33

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Lac-Beauport

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	11 701 685	11 933 112	12 530 504	2 050 380	14 059 567
Investissement	2	1 094 821	300 500	299 770		299 770
	3	12 796 506	12 233 612	12 830 274	2 050 380	14 359 337
Charges	4	11 432 171	11 747 895	12 391 120	2 263 895	14 133 698
Excédent (déficit) de l'exercice	5	1 364 335	485 717	439 154	(213 515)	225 639
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 094 821 ) (	300 500 ) (	299 770 ) (	) (	299 770)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	269 514	185 217	139 384	(213 515)	(74 131)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	1 222 650	1 222 650	1 332 993	25 552	1 358 545
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	61 695	7 500			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 198 432 ) (	1 245 700 ) (	1 258 300 ) (	) (	1 258 300)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	99 216 ) (	) (	15 600 ) (	107 307 ) (	122 907)
Excédent (déficit) accumulé	12	(154 695)	(169 667)	(184 815)		(184 815)
Autres éléments de conciliation	13	(5 083)		12 414		12 414
	14	(173 081)	(185 217)	(113 308)	(81 755)	(195 063)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	96 433		26 076	(295 270)	(269 194)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
			Total consolidé	2012 Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	2 752 867	2 960 916	2 664 469
Autres	2	244 440	99 685	162 469
	3	2 997 307	3 060 601	2 826 938
Passifs				
Dette à long terme	4	15 001 372	14 398 499	14 413 499
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	2 864 861	4 052 618	4 517 046
	7	17 866 233	18 451 117	18 930 545
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(14 868 926)	(15 390 516)	(16 103 607)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	29 159 325	30 158 736	30 325 580
Autres	10	7 100		31 602
	11	29 166 425	30 158 736	30 357 182
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	146 938	100 451	(470 418)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	441 316	411 478	411 478
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	(13 883) ) (	(15 400) ) (	(15 400)) (
Financement des investissements en cours	15	(369 725)	(1 448 760)	(1 448 760)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	14 065 087	15 689 651	15 745 875
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	14 297 499	14 768 220	14 253 575

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28		
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29		
	30		
Réserves financières			
Fonds réservés	31		
	32	411 478	441 316
	33	411 478	441 316

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
Fonctionnement						
Taxes	1	8 992 956	9 457 840	9 481 872	9 481 872	
Compensations tenant lieu de taxes	2	128 059	114 200	118 972	118 972	
Quotes-parts	3					
Transferts	4	740 219	877 400	1 053 705	1 053 705	
Services rendus	5	814 335	665 870	794 827	2 323 890	
Autres	6	1 026 116	817 802	1 081 128	1 081 128	
	7	11 701 685	11 933 112	12 530 504	14 059 567	
Investissement						
Taxes	8	17 736		37 213	37 213	
Quotes-parts	9					
Transferts	10	1 034 503	262 500	262 557	262 557	
Autres	11	42 582	38 000			
	12	1 094 821	300 500	299 770	299 770	
	13	12 796 506	12 233 612	12 830 274	14 359 337	

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	118 200	111 678		111 678	179 570
Autres	2	1 294 230	1 499 419	92 839	1 592 258	1 344 992
Sécurité publique						
Police	3	1 121 705	1 135 385		1 135 385	1 136 130
Sécurité incendie	4	421 470	531 293	105 020	636 313	524 912
Autres	5	64 210	280 046	10 143	290 189	58 446
Transport						
Réseau routier	6	2 610 260	2 585 133	554 347	3 139 480	2 933 567
Transport collectif	7	63 170	63 167		63 167	49 192
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	501 800	514 565	288 398	802 963	881 492
Matières résiduelles	10	971 970	831 310	17 157	848 467	809 734
Autres	11	519 975	514 712	984	515 696	442 217
Santé et bien-être	12	34 000	40 336		40 336	30 338
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	686 280	736 585	1 115	737 700	765 299
Promotion et développement économique	14	136 070	133 527		133 527	125 989
Autres	15	36 580	32 572		32 572	28 502
Loisirs et culture	16	1 418 135	1 549 463	262 990	1 812 453	3 268 577
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	527 190	498 936		498 936	561 942
Amortissement des immobilisations	19	1 222 650	1 332 993	(1 332 993)		
	20	11 747 895	12 391 120		12 391 120	13 140 899

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3